

**Projet de numéro spécial
pour *Civitas Europa***

Le peuple contre la démocratie ? Regards croisés sur les « populismes » en Europe

Gildas Renou
Ludivine Starck

L'usage des termes de « populisme » et « populiste » s'est multiplié depuis le début des années 1990 dans le débat public pour qualifier des offres politiques qui ont pour caractéristique centrale la critique en légitimité des élites politiques traditionnelles des démocraties représentatives contemporaines : élus, hauts-fonctionnaires, haut-fonctionnaires, intellectuels. Elaborée le plus souvent par des journalistes pour désigner des personnes ou des mouvements politiques qui ne s'en réclament pas, cette étiquette connaît une diffusion internationale. Elle désigne souvent les succès politiques de personnalités se présentant comme « hors-système » ou « anti-système », comme Pim Fortuyn (aux Pays-Bas), Jörg Haider (Autriche), Viktor Orbán (Hongrie), Christophe Blocher (Suisse). Elle a été massivement reprise pour saisir, hors des contextes européens, les conquêtes du pouvoir réussies par des politiciens atypiques comme Donald Trump (Etats-Unis d'Amérique), Jair Bolsonaro (Brésil) ou encore Victor Duterte (Philippines) ou Narendra Modi (Inde).

L'usage massif de cette qualification, en générale dépréciative, dans les espaces des discours politiques et journalistiques, rend malaisé son usage comme catégorie d'analyse de la science politique. Depuis une vingtaine d'années, de nombreux spécialistes en science politique se sont affrontés dans l'espace académique sur cet enjeu. Des chercheurs ont montré combien l'enjeu populiste n'était pas une problématique contemporaine, mais qu'elle est indissociable de la globalisation du modèle de l'Etat-nation au XIX^{ème} siècle (Hermet 2004, Brubaker 2015). Certains auteurs ont mis en évidence les biais sociologiques dans l'usage de cette catégorie pour mettre dans une classe commune (les « extrêmes populistes ») des propositions politiques qui n'ont de point commun que l'éloignement des rhétoriques standard de la mobilisation politique, en agrégeant des organisations d'extrême-droite et d'extrême gauche, dans une opération qui repose sur une dévalorisation des « classes populaires » (Collovald 2005). D'autres auteurs se sont faits les médecins des pathologies de la démocratie représentatives en diagnostiquant des symptômes caractéristiques de la maladie populiste saisie comme un inquiétant retour d'une irrationalité des peuples (Taguieff 1997 ; Reynié 2009 ; Müller 2016, Rosanvallon 2020). D'autres, enfin, ont visé à revaloriser cette qualification devenue infâmante en rappelant que l'idéal démocratique ne peut être compatible avec une défiance envers le peuple (Laclau 2008, Tarragoni 2019).

Ce numéro de *Civitas Europa* propose d'articuler deux dimensions entremêlées de la question populiste. Il s'agira en effet, d'une part, de contribuer à la clarification d'un délicat enjeu terminologique et conceptuel. En suivant une idée énoncée par des nombreux auteurs (dont Manin, 1995 ; Canovan, 1999), il importe de faire droit à une réflexion sur le temps long relative à la **place paradoxale accordée au(x) peuple(s) dans la démocratie représentative libérale**. Ce régime se laisse en effet autant définir par l'attribution du pouvoir au peuple (immortalisée par la définition de Lincoln) que par

celle de son encadrement, voire de sa domestication dans les rets des techniques de dévolution du pouvoir générées par le régime représentatif, régime qui serait par nature oligarchique ou aristocratique (Schumpeter 1944, Garrigou 1999). Saisie dans cette perspective, la réflexion sur le populisme peut alors être envisagée comme un « excès de démocratie », c'est-à-dire d'une part trop grande prise par le peuple dans les processus de légitimation politique aux dépens d'autres formes de légitimité (la compétence, la raison, le respect des droits fondamentaux, la garantie des règles du jeu institutionnel, etc.). À côté d'une forme valorisée du peuple s'exprimant dans le jeu réglé de la représentation, il existerait des formes de recours au « peuple » potentiellement générateur de fragilité institutionnelle. La dévalorisation des médiations de représentation (de la délibération parlementaire aux débats intellectuels) irait de paire avec une idéalisation d'une capacité de certains porte-parole à se faire passer pour les vecteurs directs des aspirations profondes et authentiques du peuple (ou de la nation) « trahi par les élites » (Lasch, 1994), politiques ou intellectuelles.

À côté de cette approche structurelle visant à élucider les places accordées au peuple dans les démocraties représentatives, ce numéro spécial de *Civitas Europa* entend contribuer à un deuxième débat : celui de la résurgence récente, en Europe comme dans le reste du monde, de mouvements politiques développant une **critique de l'héritage libéral de la démocratie représentative**. En effet, nous soumettons à la réflexion des contributeurs l'hypothèse selon laquelle ce qui est souvent nommé « populisme » dans les transgressions opérées par de nombreux mouvements contemporains renvoie à l'idée d'un renoncement délibéré aux us et coutumes attachées au libéralisme politique moderne, progressivement institué entre le XVII^{ème} et le XX^{ème} siècle. Le respect des libertés et des droits humains fondamentaux est placé en position seconde par rapport à l'impératif de préservation de l'unité nationale. Dans cette configuration, la figure du migrant étranger rejoint celle de l'élite mondialisée comme les symboles principaux d'une menace potentielle sur la communauté nationale (trait repérable dans les discours de Trump, Orban ou Bolsonaro).

Ouvert à des contributions qui pourront privilégier une entrée théorique ou un traitement plus empirique, ce volume thématique entend recueillir des contributions issues de la science politique et du droit public (droit constitutionnel, droit de l'union, libertés) et les faire dialoguer, au-delà des barrières disciplinaires habituelles. Il s'attachera prioritairement à la compréhension de la problématique du populisme dans l'Europe des années 2000.

Les propositions de contributions (résumé d'une quinzaine de lignes) sont attendues pour le 30 avril ; les textes définitifs pour le 15 septembre.

Gildas Renou, Ludivine Starck,

Références

- Akkerman, T., 2003, « Populism and democracy : challenge or pathology », *Acta politica*.
Brubaker R., 2016, « Why populism ? » , *Theory & Society*,
Caramani, 2017, « Will vs Reason. The populist and democratic form of representation »
American Political Science Review.
Canovan, M. 1999, « Trust the People ! Populism and the two faces of democracy », *Political Studies*, 9, p. 216 et s.
Colliot-Thélène C. & Guénard F. (dir.), *Peuples et populisme*, PUF, 2014.

Collovald A., 2005, « Populisme. De la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès*, n°42.

Ionescu G. & Gellner E. ed., *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, London, Weidenfeld & Nicolson, pp. 212–50

Ihl O., 2019, « Ce que le populisme nous dit des évolutions de la démocratie représentative », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*

Laclau E., 2008, *La raison populiste*,

Hermet G., 2001, *Les populismes dans le monde : Une histoire sociologique XIXe-XXe siècle*, Fayard.

Lehmbruch G. & Karl, 1991, « What is democracy ? »

Manin B., 1995, *Principes du gouvernement représentatif*, Calmann-Levy.

Mény, Y., 2017, « De la frustration démocratique au populisme. Du populisme à la radicalisation droite », *Teoria politica*, 7.

Mény Y., Surel Y., 2000, *Par le peuple, pour le peuple*, Fayard.

Müller, K.-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, trad., Premier parallèle, 2016.

Rosanvallon P. (dir.), *Le Siècle du populisme Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020.

Taggart, P., 2000, *Populism*, Buckingham, Open University Press

Taguieff Pierre-André, 1997, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°56, pp. 4-33